

Réflexions à propos de la lutte des harragas à Paris



Juillet 2012



Si je ressens ici le besoin de reparler de *cette lutte* c'est d'abord pour prendre le recul que je n'ai pas pu, ni su prendre durant *cette lutte*, pour en tirer un bilan, montrer les failles et les réussites, et enfin me confronter aux diverses critiques qui ont pu, ou peuvent encore être faites à son propos.

J'ai choisi de parler de *lutte*, d'aucuns diront que ce n'est pas une *lutte*, qu'il n'y a pas eu *mouvement*, ni élargissement. Pour moi, *la* lutte est quotidienne, mais ce qui fait que je me permets de parler de *cette* lutte, c'est qu'elle est spécifique, qu'elle a un commencement, des objectifs qui lui sont propres. Bien qu'elle s'inscrive dans ma lutte quotidienne contre ce monde, ses frontières, ses prisons, ses multiples dominations, il y a bien eu un moment, une situation, qui sorte de l'ordinaire résignation de cette société grandement pacifiée. Et cela a permis plusieurs dépassements, des micros ruptures avec l'ordre existant, des discours et des pratiques clairement en antagonisme avec les solutions démocratiques et les fausses libertés que nous offre le système.

Bien sûr certain-e-s¹ choisirent de négocier avec la mairie, de discuter avec les journalistes ou les associations qui gèrent la misère, voire même de viser à les remplacer, à gérer ces jeunes gens incontrôlables arrivés droit de la Tunisie pour des vacances, pour du travail, par ennui, par volonté de s'échapper d'un quotidien trop oppressant. Je laisserai les politiciens à la *politique*, cela ne me concerne pas et m'intéresse peu. Ou plutôt, à ce moment-là, ils avaient suffisamment peu d'influence sur cette lutte pour qu'ils soient dangereux. Dangereux, ils le sont toujours, mais peu de cette lutte était récupérable, tant le rapport avec les institutions était clair pour beaucoup des harragas et des solidaires².

1. J'ai choisi de « féminiser » ce texte car cela le rend plus compréhensible, les harragas étant exclusivement des hommes. Cela souligne surtout une attention particulière vis-à-vis de réflexions à propos du sexisme.

Ibis. Je ne veux prêter d'intentions à personne, ni à aucun groupe ou collectif particulier.

2. Le terme « harraga » est souvent utilisé de manière péjorative par le pouvoir. Beaucoup se le sont réapproprié portant positivement et assumant le statut de « brûleur de frontière ». Je l'utilise donc ici car il décrit plus un état d'esprit que « sans-papiers », qui revient à nommer des individus en fonction de leur situation administrative. De la même manière, je me reconnais dans le terme *solidaire*, qui inclut un rapport de réciprocité non présent dans le mot « soutien ».

Un soulèvement, une insurrection avait chassé le représentant du pouvoir en place. Une frontière s'est ouverte, une des mailles de ce filet qui retient le voyage de certain-e-s vers la « riche » Europe a sauté. L'île italienne la plus proche, Lampedusa, se verra « envahie ». Plus de migrants que d'autochtones, la situation n'est pas tenable. Suite à des transferts, à de nombreuses révoltes, évasions et destructions, certains harragas arrivent tant bien que mal en France, à Paris.

Je connaissais leur présence, ils étaient de plus en plus nombreux dans les rues. Deux fois par semaine des tables ont lieu contre la machine à expulser. Un jeudi, une rafle énorme a lieu à Jaurès, une de celle que l'on n'a pas vu depuis des années, à quelques-un-e-s nous tentons de nous y opposer et de la rendre visible. Beaucoup de harragas sont pris au piège tandis que d'autres se rassemblent, tentent de partir en manifestation et s'affrontent avec la police.

Ces flics qui contrôlent le quartier m'oppressent, je n'en veux pas. Les harragas sont directement chassés par eux, à des fins de fichage ou d'expulsions, beaucoup n'en veulent pas non plus.

Je m'oppose aux rafles autant parce que je suis solidaire de ceux raflés que parce que pour moi voir l'espace où je vis contrôlé par une autorité me révolte. Je vais donc avec d'autres à la rencontre de ces harragas dormant au jardin de la porte de la Villette³, non seulement car leur situation est due à cette société et que j'ai bien envie de me battre contre elle avec eux, mais aussi car certains s'organisent et se rebellent déjà contre.

Tous ne sont pas révolutionnaires, tous ne sont pas révoltés, tous ne sont pas en lutte. Certains si, et ce sont ceux-là que je voulais rencontrer, ceux avec qui une complicité peut se nouer, qui ont potentiellement cette même rage contre les flics, contre l'État et ses appareils. C'est à eux que je voulais m'*ouvrir*, pas aux divers politiciens qui octroient une cellule pour dormir. Ceux qui s'opposaient aux flics lorsqu'ils s'incrustaient au jardin de la porte de la Villette où beaucoup de harragas se retrouvaient pour dormir. Ceux qui ont tenté de rentrer dans Paris faire une manifestation.

Ceux qui sont prêts à se battre pour la liberté.

3. Le jardin de la porte de la Villette est sous le périphérique, à la porte de Paris. Les harragas étaient chassés de la ville pour se retrouver dans ce parc où les flics les « toléraient » plus ou moins.



Tag sur le gymnase occupé, reprenant un des slogans de la lutte

Mes perspectives n'étaient pas aussi claires que cela au moment où *nous nous* sommes rencontrés.

Tout va très vite, un hébergement précaire à la CIP⁴, une manif et Bolivar⁵, ce grand lieu, ouvert avec une cinquantaine de harragas, qui en verra quelques centaines défiler et vivre en quatre jours d'existence.

Qu'ai-je à apporter à leur lutte pour les papiers ? Pour la « dignité » ? Pour avoir un lieu où s'organiser ? Y a-t-il quelque chose à leur promettre, peuvent-ils *gagner ou perdre* cette lutte ?

Je ne veux pas, ne peux pas leur offrir de papiers, une dignité, ni même un lieu. Ce qu'ils obtiendront, s'ils l'obtiennent, ce sera par la lutte, leur lutte, avec son autonomie réelle. Je ne veux pas, ne peux pas leur apporter des solutions, une recette miracle qui leur permettrait de faire aboutir ces revendications.

4. La coordination des intermittents et précaires, lieu très proche du jardin de la porte de la Villette, déménagé depuis.

5. Le 51 avenue Simon Bolivar, dans le 19e, occupé le dimanche 1er mai, lieu appartenant à la mairie. Toujours vide.

Lutter pour obtenir des papiers est possible, je le sais, je sais aussi l'investissement et les limites que posent ces luttes ; Le cas par cas, les listes, les innombrables rendez-vous avec je ne sais quelle autorité non compétente en la matière. Le tout pour une incertaine régularisation au bout de nombreuses années de lutte. Beaucoup de sans-papiers choisissent des voies individuelles, le mariage, le contrat de travail bidonné. Cela offre beaucoup moins de perspectives de lutte, et c'est regrettable, mais c'est la donne de départ. Je l'ai donc présenté telle quelle aux harragas rencontrés.

Si *gagner* c'est avoir des papiers, un logement et un travail pour tous alors *on a déjà perdu*.

Ce qu'*on* a tout-e-s à trouver, c'est de la solidarité et de l'entraide, un partage d'expériences de lutte, alors tout est possible. Et c'est bien sur cela, sans me cacher que je suis allé chercher.

Durant ce parcours, de nombreuses difficultés me sont apparues. Tout d'abord les différences de conditions matérielles. La situation est inégale de fait entre ceux que j'appelle solidaires et ceux que j'appelle harragas. Bien sur cette division est factice, purement matérielle, elle ne signifie pas une opposition dans les idées, dans les pratiques, ni même dans le rapport à la répression. Certain-e-s des solidaires prenaient elleux aussi des risques en luttant, chacun-e, conscient des risques peut choisir de *se mettre en jeu*.

Cependant, nier les différences serait se voiler la face. Avoir un toit, des ami-e-s, des proches, la connaissance minimale de la langue, de la loi, des débrouilles. Savoir repérer un lieu, pouvoir avoir une voiture pour transporter du matos, demander une preuve à EDF, faire une banderole, imprimer un texte. Comment réussir à s'affranchir du rapport de supériorité et donc de domination, présent dans ces moments-là ? Comment ne pas être l'*avant-garde* qui pense pour un sujet révolutionnaire ? Comment ne pas faire de *politique* ?

J'ai tenté d'affronter ces questions durant la lutte, souvent maladroitement, mais en essayant de ne pas le faire de manière idéologique. Je le formulerais ici de manière moins concrète, comme on peut le faire avec des mots. C'est forcément réducteur.

Ce qui m'importe est de tenter de se retrouver sur ce qui *nous* rapproche et de se confronter avec ce qui *nous* éloigne. En somme je ne cherche pas le consensus, je ne veux pas faire l'impasse sur des questions qui



nous divisent. Je veux porter mes positions, surtout si elles sont minoritaires ; je ne veux pas avoir de double discours. Je ne veux pas excuser des comportements que je trouverai insupportables chez d'autres ou à d'autres moments. La question du sexisme est évidemment en première ligne. Mais c'est la même question sur le nationalisme, l'autorité ou la religion.

De plus je ne veux pas recommencer pour la énième fois la même expérience, attendre le bon vouloir d'un élu, d'un journaliste ou d'un flic.

Lorsque certain-e-s veulent tenter l'expérience de la médiation, je leur dis ce que j'en pense, d'où je viens et pourquoi je suis arrivé là. Si malgré cela illes désirent l'expérimenter par elleux-mêmes, ce sera sans moi. Je ne veux plus être mêlé à cela, je suis venu entier, je m'organise et lutte sans médiation. Et c'est une des bases sur lesquelles je ne veux pas faire l'impasse. Ceux-là même qui ont pu faire partie d'une délégation à un moment sauront où me trouver le jour où illes se sentiront trahi par les politiciens.

De même dans le rapport à l'autorité, aux flics, et dans l'action, des gestes posent des complicités. Lors d'une manifestation aux abords du gymnase occupé⁶, une scène ordinaire se déroule à Couronnes : un contrôle de deux personnes « louches », maghrébins, visiblement sortis moins rapidement du magasin que prévu, accompagnés des flics et des vigiles. Certain-e-s manifestant-e-s agressent les flics, leur gueulent dessus. Un des keufs, un Super-Flic, croit pouvoir *nous* intimider venant gazeuse à la main au milieu de la manif⁷. Il décampe très vite, accompagné de tous les ustensiles

6. Le gymnase, rue de la Fontaine au Roi dans le 20e à proximité de Couronnes et Belleville a été occupé le 7 mai. Repris en main par la mairie le 2 juin, expulsé début juillet.

trouvables à portée de main ; des tasses de cafés en terrasse aux poteaux de signalisation. En quelques instants le camion de flic a vu ses pneus dégonflés, des poubelles ont pris place dans la rue et les deux « voleurs » se sont échappés des griffes de la police. Les éternels politiciens tentent de calmer, de gérer, de faire taire la haine ou de la canaliser vers leur objectif politique. Ils *nous* diront que *nous nous* sommes mis en danger, que pour les discussions à la mairie, pour l'image *des Tunisiens*, pour *leur bien*, il fallait calmer le *jeu*.

Je ne désire pas imposer mes pratiques, dicter comment faire à d'autres. Mais je ne veux pas non plus me plier à des pratiques qui ne me correspondent pas. Être clair, venir entier, et ne pas cacher ce que je pense et ce que je suis, sont des exigences d'autant plus présentes lors d'une rencontre qui part de zéro comme celle-là. Ce que je veux dire ici, c'est que si *on* s'associe sur des pratiques accompagnées d'idées portées sincèrement et clairement, le rapport est moins ambigu sur la différence entre l'assistantat et la solidarité, entre le soutien et la complicité.

Malgré ces belles paroles, et la volonté de les mettre en pratique, force est de constater que je n'ai pas tout le temps su, ni pu, les mettre en pratique. J'ai essayé au maximum de tendre vers cela, quitte à un moment de me couper d'une majorité des harragas qui occupaient le gymnase. Alors que les assemblées ne me semblaient déjà pas intéressantes, où un dialogue impossible avait lieu au beau milieu d'une salle énorme ou chacun-e vaquait à ses occupations, une personne insultait durant l'assemblée d'autres personnes et se moquait d'eux. C'était la provocation de trop, après de nombreuses bagarres, des gestes, des paroles et des comportements sexistes, des pressions religieuses, le gymnase occupé était devenu un lieu hostile. En vérité, *nous* aurions pu le « gérer » comme les imams l'ont fait, ou des assos puis la mairie l'ont fait. La situation était critique, et je ne pouvais pas rester là sans rien faire, mais je n'avais pas envie de faire quelque chose, en l'état, le flic ou l'asso caritato-répressive.

Nous sommes partis.

Une solution au problème du lieu devait être trouvée, tant comme un endroit d'où il était possible de prendre des initiatives que pour le logement.

Un groupe de quelques harragas motivés pour vivre ensemble, qui fait ses réunions et avec qui il est possible de dialoguer se forme. Je commence à les connaître, on s'organise pour ouvrir ce lieu⁷. Les repérages se font ensemble tout comme l'ouverture et les actions au bailleur. Malheureusement la répression frappe et envoie neuf harragas en centre de rétention et fait passer en procès huit personnes, dont cinq n'ont pas été identifiés suite à leur garde à vue. Le moral en prend un coup, nos forces aussi.



Arrestation durant l'expulsion du 51 avenue Bolivar

Ceux qui m'accuseront d'avoir, avec d'autres, créé une *avant-garde*⁸, je leur répondrais que ce n'est pas tous les harragas que je veux rencontrer, mais les harragas *en lutte*, pas tous les prisonnier-e-s, mais ceux *en lutte*, pas tous les pauvres, mais les pauvres *en lutte*. Ceux-là s'étaient choisis, *nous nous* étions choisis. Chaque choix est bien sur conditionné par différents paramètres, qui peuvent l'expliquer, il n'est pas de liberté dans ce monde aliéné. Mais cela a été un choix réciproque, et une volonté de lutter ensemble pour ouvrir un lieu. Une tentative de continuer ce parcours, avec d'autres formes, de construire un, puis probablement plusieurs lieux de vie et de lutte, plutôt que de s'épuiser à la gestion d'un grand lieu centralisateur. Tenter de décentraliser la lutte, serait-ce créer une avant-garde ? Si d'autres individus voulaient ouvrir un lieu, faire des repérages et avaient besoin d'un coup de main pour ouvrir, j'aurai sans aucun doute répondu présent. Je pensais

7. Un foyer situé à Belleville côté 10^e appartenant à l'aftam, une asso devenue depuis entreprise gérant des foyers pour immigrés ainsi que des logements sociaux. L'asso a porté plainte pour éfraction, ce qui a permis aux keufs d'expulser le lieu après plusieurs jours d'occupation.

8. Une des rares critiques formulées de front, publiquement. Il faut au moins reconnaître cela.

qu'effectivement, à ce stade-là de la lutte l'expérience d'ouvrir un squat de manière moins ouverte pouvait aider à résoudre en partie le problème du logement, surtout si cela venait à se multiplier, vu que les occupations ouvertes ne tenaient pas ou étaient devenues hostiles.

En même temps la lutte est dans la rue, au le salon de l'immobilier tunisien, lors du « village du jasmin » à l'hôtel de ville, quand Delanoë inaugure en grande pompe une place Mohamed Bouazizi, des tags, pochoirs, tables de presse, textes et brochures font vivre cette lutte et lient cette question spécifique à un rapport plus global. Que des harragas soient présents à tout moment n'est pas une position de principe, c'est positif, mais je n'ai pas besoin d'eux pour lutter, je lutte déjà quotidiennement contre ce qui m'opprime et m'exploite, si d'autres me rejoignent, harragas ou pas, tant mieux. Je tiens à ce que chacun-e garde son autonomie dans *la* lutte. Si une lutte spécifique permet un bout de parcours ensemble, alors *nous* pouvons *nous* rencontrer, *nous* associer et lutter ensemble.

La question du logement a peu été résolue, beaucoup de ceux que j'ai rencontrés sont allés dans des squats préexistants, ou cela c'est parfois mal passé.

D'autres ont trouvé des « solutions individuelles », souvent synonymes d'exploitation ou de misère, chez leur patron, leur famille lointaine ou bien dans la rue.

D'autres encore, sont aujourd'hui encore en lutte pour des logements, et quelques-uns ont adopté le squat comme façon de se loger, et ce de manière active.

La confiance aussi, n'a pas toujours pu être trouvée. Elle est pourtant l'un des moyens et l'un des objectifs de mes luttes. Les causes sont multiples.

Tout d'abord, la continuité. Beaucoup des solidaires n'ont pas la même vision de *la* lutte que moi. Je ne me considère pas activiste, ni militant. Cependant, il n'est pas de moment où je ne suis pas révolté par ce monde, par ce qui m'entoure. Il existe des cibles à tous les coins de rue, même plus, milles façons d'avoir un peu prise sur ce monde et de s'atteler à en détruire les rouages. Je n'attends personne, ni mes ami-e-s, ni mes compagnon-e-s, ni mes camarades, ni le peuple, ni la masse, surtout pas un *mouvement* pour me battre contre. En revanche, lorsque la « masse » des harragas s'est dispersée, que les

médias, la mairie, les assos ont prétendu avoir « réglé » le problème, beaucoup des solidaires ont arrêté de lutter, le *mouvement* était finit.

La temporalité d'un mouvement se prête plus à des magouilles politiciennes qu'à la construction d'un rapport de confiance, qui lui a besoin de temps, de continuité et de sincérité.

Le rapport à la délation a aussi énormément influé sur la confiance. Assez rapidement, en septembre/octobre 2011, certains harragas ont eu prise avec les sbires de l'État. En taule, en centre, en garde à vue ou lors d'un banal contrôle d'identité quelques-uns se sont fait « approcher ». Si quelqu'un-e se fait approcher par la police, elle se doit de le dire à ses compagnon-e-s. Lorsque c'est le cas, ses compagnon-e-s se doivent en retour de lui accorder une confiance et une attention particulière. Cela n'a malheureusement pas été le cas, et certains amis harragas n'ont visiblement pas la confiance de tous.

Ceux visés par des rumeurs ne font plus confiance à quiconque, puisque qu'une rumeur n'a pas de source, et peu de colporteurs convaincus.

Ceux qui ont eu le courage de parler, se sont peu sentis soutenus et sont partis. Lors d'une audience, un procès de camarades, l'un d'eux m'a dit : « *le jour où tu es là, derrière la barre, et que le proc' te dis que je t'ai balancé, tu le croiras* ».

Il ne peut y avoir de rumeurs sur ces questions ; soit il y a un doute assez sérieux pour en parler à tou-te-s ceux qui ont des relations avec la personne suspectée, ce qui implique de poser la question publiquement ; soit le doute n'en est pas un, et il s'agit d'un ressenti, d'une confiance que l'on ne veut pas accorder à quelqu'un-e, il faut le poser comme tel. Nourrir des rumeurs et les entretenir, surtout sur cette question-là, fait le jeu de la répression.

Heureusement, ce triste tableau ne saurait englober tous les rapports, dont ceux qui aujourd'hui sont pérennes, et ou un lien de connaissance, de confiance et d'amitié, ainsi que de lutte existe et ce pour longtemps. Je ne

parle pas ici seulement des relations entre solidaires et harragas mais bien de *tous les rapports* transversaux qui se sont créés durant *cette* lutte.

L'échange d'expériences entre *nous*, des débrouilles, de luttes, de révolte, d'insurrection.

La complicité, la confiance, le langage commun, la connaissance réciproque que *nous* avons construit durant cette lutte et après.

L'entraide et la solidarité internationale, non plus seulement dans les mots, mais concrètement que cette lutte a créé.

L'expérience d'une possibilité de lutte, d'un rapport clair avec le pouvoir, de diffusion et expérimentation de méthodes qui tranchent avec la pacification médiatisée de la démocratie capitaliste.

J'ai vécu de beaux moments, construit des relations, des amitiés, des inimitiés, du compagnonnage et de la solidarité lors de *cette* lutte.

J'ai rencontré de nombreux individus que je ne connaissais pas.

Nous nous sommes rencontrés.

Mais c'est surtout *une* lutte qui *me* renforce,
la lutte qui *nous* renforce,

Nous, qui désirons plus que tout la subversion de ce monde



*Une lutte où le but est de gagner quelque chose a déjà perdu,
Et la réussite ne peut se résumer à ce que l'on a obtenu.*

« Mais regarde je lui ai dit je ne sais pas pourquoi mais j'avais un ton énervé mais tu sais que moi vraiment je n'en peux plus non je n'en peux !vraiment plus que nous en sommes toujours là avec cette histoire de gagner ou de perdre et il me semble que ça a toujours été vraiment celui-là notre grand malheur toutes les fois où nous avons pensé que la chose qui comptait était au fond seulement le fait de gagner alors que les choses que nous avons fait n'ont jamais eu rien à voir avec le fait de gagner ou de perdre parce que si on parle seulement de gagner ou de perdre c'est clair qu'ici nous avons déjà tout perdu mais le fait est que je pense et beaucoup comme moi le pense qu'au fond nous avons jamais eu non seulement jamais eu aucune idée ni volonté de gagner mais encore moins aucune idée qu'il y avait quelque chose à gagner quelque part et puis tu sais si j'y pense bien maintenant pour moi le mot gagner me semble exactement comme mourir »

Nanni Balestrini, Gli Invisibili